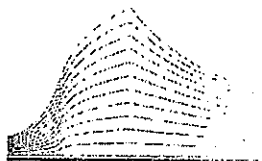


Copie
art. 792 CJ
Exempt du droit de greffe - art. 280,2° C.Enr.



2294 / 10

| |
|--|
| Numéro du répertoire 2015 / 7093 |
| Date du prononcé 18 -09- 2015 |
| Numéro du rôle 2011/AR/172 |

| Expédition | | |
|----------------|----------------|----------------|
| Délivrée à | Délivrée à | Délivrée à |
| le F CIV | le € CIV | le € CIV |

Non communicable au receveur

Arrêt définitif

Marques - « Aquaclean » -
caractère descriptif -
enregistrement portant atteinte
à l'intérêt général

Cour d'appel Bruxelles

Arrêt

9ème chambre
affaires civiles

| |
|---|
| Présenté le 23 SEP. 2015 |
| Non enregistrable D'HOOGHE K. |

COVER 01-00000274535-0001-0002-01-01-1



de 1
+ 15 cc Tod Economie pour OBPI.

En cause de :

BLEUPLANET LLC, société de droit américain constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, dont le siège social est établi à ENGLEWOOD CLIFFS NJ 07632 (ETATS-UNIS D'AMERIQUE), Charlotte Place 10,

partie requérante,

représentée par Maître CORNU Emmanuel, avocat à 1050 BRUXELLES, Avenue Louise 149 Bte 20,

Contre :

ORGANISATION BENELUX DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE, (marques et dessins ou modèles) (ayant succédé au Bureau Benelux des Marques), Service Commun aux pays du Benelux, institué par la Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (marques et dessins ou modèles), ayant la personnalité juridique de droit international en vertu de l'article 1.4 de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle, représentée par le Directeur général de l'Office, dont le siège est établi aux Pays-Bas à 2591 XR La Haye, Bordewijklaan 15,

partie adverse,

représentée par Maître VERNIMME Ignace, avocat à 1000 BRUXELLES, rue de Loxum 25,

plaideurs : Maîtres HOTTAT Olivia et VAN DE WYNCKEL Simone.

I. La décision entreprise

Le recours est dirigé contre la décision définitive de refus du 21 novembre 2005 de l'OBPI concernant la marque verbale « *Aquaclean* » pour les produits et services en classe 1.

PAGE 01-00000274535-0002-0012-01-03-4



Les parties ne produisent aucun acte de notification de cette décision.

II. La procédure devant la cour

Le recours est formé par requête, déposée par la société Blueplanet (ci-après dénommée « Blueplanet ») au greffe de la cour, le 23 janvier 2006.

Par son arrêt rendu le 16 mai 2008, la cour d'appel de Bruxelles dit le recours recevable et fondé et ordonne à l'OBPI de procéder à l'enregistrement dans le registre des marques Benelux de l'enregistrement international n°839 737 de la marque verbale « Aquaclean » pour désigner des produits de la classe 1.

Par son arrêt rendu le 21 octobre 2010, la Cour de cassation casse cet arrêt, sauf en tant qu'il reçoit le recours, et renvoie la cause, ainsi limitée, devant la cour d'appel de Bruxelles, autrement composée.

Le 19 janvier 2011, Blueplanet fait signifier à l'OBPI ledit arrêt du 21 octobre 2010 et le fait citer devant la cour.

La procédure est contradictoire, ayant été mise en état sur la base de l'article 747 du Code judiciaire.

Il est fait application de l'article 24 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

III. Les faits et antécédents de la procédure

1. Le 4 août 2004, Blueplanet dépose auprès de l'OMPI une demande d'enregistrement à titre de marque verbale du signe « *Aquaclean* » pour des produits relevant de la classe 1 : « *Mélanges, sous forme liquide ou de poudre, destinés à la biodégradation de déchets organiques* ».

Ce dépôt international vise notamment une demande de protection sur le territoire du Benelux.



2. Par lettre du 17 mars 2005, l'OBPI (alors BBM) avise l'OMPI de son refus provisoire de l'enregistrement au Benelux du signe « *Aquaclean* » pour les produits visés en classe 1 aux motifs que :

« Le signe AQUACLEAN (anglais pour l'eau propre) peut servir à désigner, dans le commerce, la qualité ou la destination des produits repris en classe 1. Le signe est dès lors dépourvu de tout caractère distinctif (article 6 bis, par 1^{er}, sous b. et c. de la loi uniforme Benelux sur les marques, en annexe) ».

Blueplanet adresse, le 26 août 2005, à l'OBPI une réponse contestant l'avis de refus provisoire de celui-ci. Elle fait valoir que c'est à tort que le Bureau Benelux a considéré que « *le signe Aquaclean est anglais pour l'eau propre* », dès lors que ce mot n'existe pas en anglais, ainsi qu'en témoignent le dictionnaire Van Dale Anglais-Néerlandais et l'Oxford English Dictionary. Elle souligne que ce mot ne sera jamais utilisé dans la langue anglaise, car il n'est pas conforme aux règles de cette langue, et que ce vocable est et demeurera toujours un nom de fantaisie, composé d'une juxtaposition d'un mot latin et d'un mot anglais. Elle fait enfin valoir qu'elle a effectué une recherche du mot « *aquaclean* » sur internet en utilisant le moteur de recherche « Google » : elle a obtenu 3.400 occurrences dans des sites internet de langue anglaise, et parmi ces résultats, aucun site ne faisait usage du mot « *aquaclean* » dans un sens descriptif, mais tous l'utilisaient en tant que marque.

Le 16 septembre 2005, Blueplanet complète sa réponse du 26 août 2005 par la production de l'analyse de la linguiste de langue anglaise Saraï-Hanaja Sabbe. Celle-ci relève le caractère linguistiquement incorrect de la combinaison « *Aquaclean* » pour conclure au fait que le vocable « *Aquaclean* » n'est pas susceptible, en anglais, de désigner dans le commerce la qualité ou la destination des produits visés au dépôt.

Le même jour, l'OBPI répond qu'il maintient sa position selon laquelle « *le signe AQUACLEAN est dépourvu de tout caractère distinctif pour les produits mentionnés en classe 1. Le signe peut servir à désigner, dans le commerce, la qualité ou la destination de ces produits : le but étant d'obtenir de l'eau propre (...)* En outre, le certificat d'enregistrement de l'OMPI mentionne la traduction « *l'eau propre* » comme fournie par le déposant www.blueplanetcorp.com :

« ...Nevada Dairy Processor's wastewater lagoon system had totally failed. Treatment with AquaClean restored the natural condition of the lagoon, with the return of aquatic life and the elimination of odor. AquaClean was able to degrade the heavy loads of fats, oils and grease with on-going maintenance... »

Moccasin Run Golf Course ponds were clogged with algae, resulting from fertilizer runoff during warm sunny summer days. ACF-32 controlled algae blooms by competing for the available nutrients, eliminated the odor problems, and clarified



the water...Remediation of the Lake's natural water quality...restored water clarity in settling pond... » (soulignage BBM) » (ou selon la traduction faite par l'OBPI et non contestée : "...Le système de Nevada Dairy Processor pour la lagune d'eau usagée avait totalement échoué. Le traitement avec AquaClean a reconstitué l'état normal de la lagune, avec le retour de la vie aquatique et l'élimination de l'odeur. AquaClean a dégradé les lourdes charges de matières grasses, huiles et graisses produits par l'entretien en cours... "

Les étangs de Moccasin Run Golf Course étaient obstrués par des algues résultant de l'écoulement d'engrais pendant les chauds jours ensoleillés d'été. ACF-32 a contrôlé les fleurs d'algues grâce à des nutriments disponibles, éliminant les problèmes d'odeur et éclaircissant l'eau... Trouver un remède à la qualité de l'eau du Lac... reconstituer la clarté de l'eau dans l'étang de clarification...").

Le 21 novembre 2005, l'OBPI notifie sa décision définitive de refus.

3. Le présent recours est dirigé contre ce refus d'enregistrement.

Aux termes de ses dernières conclusions, Blueplanet demande à la cour :

- « Déclarer fondé le recours introduit par BLUEPLANET contre la décision de refus d'enregistrement de l'OBPI du 21 novembre 2005 ;
- Ordonner à l'OBPI de procéder à l'enregistrement au Benelux de l'enregistrement international n°839 737 de la marque verbale "AQUACLEAN " pour désigner en classe 1 les produits suivants : « Mélanges, sous forme liquide ou de poudre sèche, destinés à la biodégradation de déchets organiques » ;
- Condamner l'OBPI à tous les dépens, en ce compris ceux de la procédure en cassation.»

L'OBPI conclut au non-fondement du recours.

IV. Discussion

4. En vertu de l'article 6bis, §1^{er} de la LUB (2.11.1 de la CBPI), « l'Office refuse d'enregistrer une marque lorsqu'il considère que :

- a. (...);
- b. la marque est dépourvue de caractère distinctif;
- c. la marque est composée exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la



valeur, la provenance géographique ou l'époque de la production du produit ou de la prestation du service, ou d'autres caractéristiques de ceux-ci. »

Dans son arrêt du 21 octobre 2010, la Cour de cassation considère que :

« En vertu de l'article 6bis, § 1er, b) et c), applicable en l'espèce, de la loi uniforme Benelux sur les marques, le Bureau Benelux refuse d'enregistrer une marque lorsqu'il considère que la marque est dépourvue de caractère distinctif ou qu'elle est composée exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, la provenance géographique ou l'époque de la production du produit, ou d'autres caractéristiques de celui-ci.

Cette disposition doit être interprétée et appliquée conformément à l'article 3, § 1er, b) et c), de la première directive 89/104/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1988 rapprochant les législations des États membres sur les marques.

Chacun des motifs de refus d'enregistrement mentionnés par cette disposition est indépendant des autres et exige un examen séparé, mais il existe un chevauchement évident de leurs champs d'application respectifs.

En particulier, une marque verbale qui est descriptive des caractéristiques de produits ou de services, au sens de l'article 3, § 1er, c), de la directive, est, de ce fait, nécessairement dépourvue de caractère distinctif au regard de ces mêmes produits ou services, au sens de l'article 3, § 1er, b) (arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes du 12 février 2004, Campina Melkunie BV contre Benelux-Merkenbureau, C-265/00, point 18, et Koninklijke KPN Nederland NV contre Benelux-Merkenbureau, C-363/99, points 67 et 85).

D'une part, en ses arrêts précités du 12 février 2004, Campina Melkunie BV (point 38) et Koninklijke KPN Nederland NV (point 97), la Cour de justice a décidé que, pour que l'enregistrement d'une marque soit refusé en raison de son caractère descriptif, il n'est pas nécessaire que les signes ou indications composant la marque visés à l'article 3, § 1er, c), de la directive soient effectivement utilisés, au moment de la demande d'enregistrement, à des fins descriptives de produits ou de services tels que ceux pour lesquels la demande est présentée ou des caractéristiques de ces produits ou de ces services. Il suffit, comme l'indique la lettre même de cette disposition, que ces signes et

indications puissent être utilisés à de telles fins. Un signe verbal doit ainsi se voir opposer un refus d'enregistrement, en application de ladite disposition, si, en au moins une de ses significations potentielles, il désigne une caractéristique des produits ou des services concernés (voy. aussi en ce sens l'arrêt de la Cour de justice du 23 octobre 2003, OHMI contre Wrigley, C-191/01 P, point 32, relatif à l'application de l'article 7, § 1er, c), du règlement n° 40/94 du Conseil du 20 décembre 1993 sur la marque communautaire).



La Cour de justice a précisé que l'autorité compétente doit, en vertu de l'article 3, § 1er, c), de la directive, apprécier si une marque dont il est demandé l'enregistrement constitue actuellement, aux yeux des milieux intéressés, une description des caractéristiques des produits ou des services concernés ou s'il est raisonnable d'envisager que tel soit le cas dans l'avenir et qu'il est indifférent qu'existent d'autres signes ou indications plus usuels que ceux composant ladite marque pour désigner les mêmes caractéristiques des produits ou services mentionnés dans la demande d'enregistrement, l'article 3, § 1er, c), n'exigeant pas que les signes ou indications qu'il vise soient le mode exclusif de désignation desdites caractéristiques (arrêt précité Koninklijke KPN Nederland, points 56 et 57).

D'autre part, en son arrêt précité du 12 février 2004, Koninklijke KPN Nederland NV (point 100), la Cour de justice a considéré qu' « une marque constituée d'un mot composé d'éléments dont chacun est descriptif de caractéristiques des produits ou services pour lesquels l'enregistrement est demandé est elle-même descriptive desdites caractéristiques, au sens de l'article 3, paragraphe 1er, sous c), de la directive, sauf s'il existe un écart perceptible entre le mot et la simple somme des éléments qui le composent, ce qui suppose soit que, en raison du caractère inhabituel de la combinaison par rapport auxdits produits ou services, le mot crée une impression suffisamment éloignée de celle produite par la simple réunion des indications apportées par les éléments qui le composent, en sorte qu'il prime la somme desdits éléments, soit que le mot est entré dans le langage courant et y a acquis une signification qui lui est propre, en sorte qu'il est désormais autonome par rapport aux éléments qui le composent » (voy. aussi en ce sens l'arrêt précité de la Cour de justice du 12 février 2004, Campina Melkunie BV, point 41).

Pour considérer que le signe « Aquaclean » n'est pas descriptif et présente un caractère distinctif, l'arrêt attaqué énonce qu'il n'est « pas un signe qui s'impose pour désigner les produits concernés ou leur(s) caractéristique(s) dans les langues du Benelux », que « rien ne permet de constater que [le] public pertinent percevra le signe, qu'il traduirait par 'eau propre' / 'water zuiver', comme désignant la qualité ou la destination des produits concernés, à savoir des mélanges, sous forme liquide ou de poudre sèche, destinés à la biodégradation de déchets organiques, [qu']en effet, il y a pour le public pertinent un écart perceptible entre la formulation ('aquaclean', 'eau propre', 'water zuiver') et la terminologie ('aqua' 'clean', 'eau' 'propre', 'water' 'zuiver') par rapport aux produits concernés », que cet écart « résulte notamment du caractère inhabituel de la structure du signe, qui associe latin et anglais, qui place les composants dans un désordre syntaxique et linguistique (le signe ainsi que sa traduction littérale en néerlandais mettent l'adjectif après le substantif) et qui fait suivre les composants sans espace entre eux », que « le public pertinent ne percevra pas le signe comme une manière usuelle de décrire les produits concernés », qu'« un signe peut être évocateur sans être descriptif » et que « le signe n'informe pas directement et immédiatement le consommateur de la qualité ou de la destination des produits concernés ».



Il ressort de ces considérations que, déduisant l'existence d'un écart perceptible entre le signe « Aquaclean » et la somme des éléments qui le composent du caractère inhabituel de sa structure, la cour d'appel n'a pas constaté qu'en raison de ce caractère, ce mot créait une impression d'ensemble suffisamment éloignée de celle produite par la simple réunion des indications apportées par les éléments qui le composent, en sorte qu'il prime la somme desdits éléments, et que, ne se référant qu'au caractère non usuel de l'usage qui est ou sera fait du signe, elle n'a pas envisagé toutes ses significations potentielles.

L'arrêt ne justifie dès lors pas légalement sa décision d'ordonner à la demanderesse de procéder à l'enregistrement de la marque « Aquaclean ».

Les motifs absolus de refus à l'enregistrement d'une marque doivent être appréciés par rapport aux produits ou aux services pour lesquels l'enregistrement est demandé et par rapport à la perception qu'en a le public pertinent.

Il convient également d'interpréter les différents motifs de refus d'enregistrement énumérés à l'article 7, paragraphe 1, du règlement n° 40/94 à la lumière de l'intérêt général qui sous-tend chacun d'eux (C.J.U.E., 15 septembre 2005, *BioID/OHMI*, C-37/03 P, Rec. p. I-7975, point 59 et jurisprudence citée). L'article 7, paragraphe 1, sous c), du règlement n° 40/94 poursuit un but d'intérêt général, lequel exige que les signes ou indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner des caractéristiques des produits ou des services pour lesquels l'enregistrement est demandé puissent être librement utilisés par tous. Cette disposition empêche, dès lors, que ces signes ou indications soient réservés à une seule entreprise en raison de leur enregistrement en tant que marque (C.J.U.E., 12 janvier 2006, *Deutsche SiSi-Werke/OHMI*, C-173/04 P, Rec. p. I-551, point 62 et jurisprudence citée).

5. En l'espèce, les produits mentionnés dans la demande d'enregistrement sont les mélanges, sous forme liquide ou de poudre, destinés à la biodégradation de déchets organiques.

Ces produits sont destinés à l'entretien des fosses septiques et des filtres à graisse, au débouchage de canalisations, au compostage de déchets organiques et végétaux, au traitement des eaux de citernes, des piscines naturelles, des étangs, des lagons et des rivières.

6. Le public pertinent est, quant à lui, composé non seulement des professionnels environnementaux du service des eaux usagées mais également des consommateurs désireux de nettoyer et vidanger une fosse septique ou un collecteur de graisse, de traiter l'eau d'une citerne ou celle d'une piscine naturelle ou d'un étang privé.



7. Le signe litigieux comprend deux éléments.

Le vocable « *aqua* » est issu du mot latin « *aqua* » qui signifie « *eau* ». Ce terme est largement utilisé dans le langage courant au sein du Benelux en référence à l'eau.

Il constitue un élément préfixe de nombreux mots composés, tant en français qu'en néerlandais (en français : aquatique, aquacole, aquaculture, aquagym, aquaplanning, aquarelle, aquarium etc... ; en néerlandais: aquaboerderij (ferme de pisciculture), aquacamping, aquaduct, aquafoon, aqualong (réservoir pour séjourner sous l'eau), aquametrie, aquanaut, aquaplanning, aquarel, aquarium, aquastaat (un thermostat pour réglage automatique de la température de l'eau), aquatisch (aquatique), ...).

Indépendamment de sa connaissance du latin, le consommateur moyen, normalement informé et raisonnablement attentif et avisé, francophone, néerlandophone ou germanophone, comprend le terme « *aqua* » comme renvoyant à des produits à base ou en lien avec l'eau.

Quant au terme « *clean* » d'origine anglaise, il signifie « *propre* » ou « *pur* ». Il est également repris, dans ce sens, tant en langue française qu'en langue néerlandaise. Selon le dictionnaire Petit Robert de la langue française, « *clean* » signifie « *Qui a un air propre, soigné. Une allure, un look clean. Un intérieur clean* ». Selon le dictionnaire Van Dale de la langue néerlandaise, « *clean* » signifie « *schoon, netjes* » (propre).

Le terme « *clean* » présente un rapport direct et concret avec la dégradation de déchets.

Le public pertinent comprendra les mots « *aqua* » et « *clean* » dans le sens de « *eau* » et de « *propre* ».

Or, l'une des destinations des produits pour lesquels l'enregistrement du vocable « *aquaclean* » est demandé tend précisément à la purification (« *clean* ») des eaux (« *aqua* ») de citernes, des piscines naturelles, des étangs, des lagons et des rivières.

Les termes « *aqua* » et « *clean* » sont descriptifs de la destination des produits concernés.

Quant à la combinaison des termes « *aqua* » et « *clean* » ou, en d'autres termes, quant au syntagme « *aquaclean* », il ne crée pas une impression d'ensemble suffisamment éloignée de celle produite par la simple réunion des indications apportées par les éléments qui le composent, en sorte qu'il primerait la somme desdits éléments. Si ce signe n'est pas conforme aux règles de la langue anglaise, le consommateur Benelux concerné – qui n'est ni anglophone ni latiniste – percevra le



syntagme « *aquaclean* », immédiatement et sans ambiguïté, comme un terme pouvant désigner les produits concernés destinés au traitement de l'eau (« *aqua* ») pour la rendre propre (« *clean* »), et non comme un nom de fantaisie.

Le syntagme « *aquaclean* » dont l'enregistrement est sollicité en tant que marque n'est pas simplement évocateur, comme le soutient Blueplanet. Il est descriptif, aux yeux des milieux intéressés, dans l'une de ses significations, de la destination des produits concernés.

Il appert que le terme « *aquaclean* » est déjà communément utilisé dans le Benelux dans le secteur du traitement de l'eau. Ainsi, il ressort des pièces du dossier de l'OBPI, à titre exemplatif que, à Kuurne en Belgique, il existe une société dénommée Aqua-Clean qui distribue des appareils « *Aqua-Clean* » pour le traitement de l'eau. La firme Ista au Luxembourg commercialise des filtres à eau « *AquaClean* » Perfect, Classic ou Eco destinés à protéger les appareils ménagers, les tuyauteries et l'eau potable des dépôts provenant de tuyauteries anciennes. La société Kanters aux Pays-Bas distribue un produit de purification de système d'eau potable dénommé « *Aqua-Clean* ». Toujours aux Pays-Bas, le magasin DWT vend des appareils de nettoyage de piscine dénommés « *Aquaclean* » ou « *Pool Pilot Aquaclean* ».

Le vocable « *aquaclean* » peut ainsi servir à désigner, dans le commerce, la qualité ou la destination des produits pour lesquels l'enregistrement est demandé.

La protection de l'intérêt général commande également que le signe litigieux « *aquaclean* » puisse être librement utilisé par tous pour décrire les mêmes caractéristiques de leurs propres produits et ne soit pas réservé à une seule entreprise en raison de son enregistrement en tant que marque. Cet intérêt n'est pas uniquement celui des concurrents du demandeur, il s'agit de l'intérêt de tous (C.J.U.E., 25 février 2010, *Lancôme*, C-408/08 P, n° 43).

8. Vainement, Blueplanet souligne-t-elle que le signe « *aquaclean* » a été accepté en tant que marque par les Offices des marques du Royaume-Uni, des Etats-Unis, d'Australie et d'Irlande pour désigner des produits identiques.

Il appartient à l'autorité compétente de prendre en considération les caractéristiques propres de la marque dont l'enregistrement est demandé afin de déterminer si elle relève ou non d'un des motifs de refus d'enregistrement énoncés à l'article 3 de la directive. De surcroît, (...), l'enregistrement d'une marque est toujours demandé au regard de produits ou de services mentionnés dans la demande d'enregistrement. Dès lors, le fait qu'une marque a été enregistrée dans un premier État membre pour certains produits ou services ne peut avoir aucune incidence sur la question de savoir si une marque similaire, dont l'enregistrement est demandé dans un second État



membre pour des produits ou services similaires, relève ou non d'un des motifs de refus d'enregistrement énoncés à l'article 3 de la directive (C.J.U.E., 12 février 2004, *Koninklijke KPN Nederland NV*, C-363/99, points 42 à 44).

9. Il découle de l'ensemble de ces considérations que c'est à juste titre que l'OBPI a refusé l'enregistrement du signe litigieux pour des produits en classe 1.

10. Dès lors que la cour a dit que le signe en cause est descriptif, il est sans utilité de vérifier s'il est éventuellement distinctif.

Du reste, une marque verbale qui est descriptive des caractéristiques de produits ou de services au sens de l'article 3, par. 1, c) de la directive, est, de ce fait, nécessairement dépourvue de caractère distinctif au regard de ces mêmes produits ou services au sens de la même disposition sous b) de la directive (C.J.C.E., 12 février 2004, *Koninklijke KPN Nederland NV*, C-363/99, point 86).

V. Dispositif

Pour ces motifs, la cour,

1. Reçoit l'appel mais le dit non fondé et en déboute la société Blueplanet.
2. Lui délaisse les dépens d'appel et de cassation et la condamne à payer à l'OBPI une indemnité de procédure d'appel de 1.320,00 € + 325,00 € de frais de mise au rôle (cassation) + 622,21 € de frais de signification (cassation) + la contre-valeur en euros le jour du paiement de 95 US\$ de frais de signification (cassation).

Cet arrêt a été rendu par la 9^{ème} chambre de la cour d'appel de Bruxelles, composée de :

Mme Marie-Françoise CARLIER, conseiller, président f.f. de la chambre,
Mme Catherine HEILPORN, conseiller,
Mme Hamida REGHIF, conseiller,

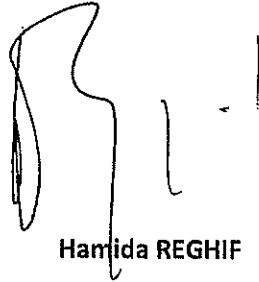
qui ont assisté à toutes les audiences et ont délibéré à propos de l'affaire.



Il a été prononcé en audience publique par Mme Marie-Françoise CARLIER, président f.f. de la chambre, assistée de Mme Patricia DELGUSTE, greffier, le **18 -09- 2015**



Patricia DELGUSTE



Hamida REGHIF



Catherine HEILPORN



Marie-Françoise CARLIER



Cour d'Appel - Greffe Civil
Palais de Justice - Place Poelaert
1000 BRUXELLES

D + A

AFFAIRE

Chambre : Neuvième Chambre
N° du rôle : 2011/AR/172
Audience : 18 septembre 2015
Titre : BLEUPLANET LLC/ORGANISATION B

ENVOI RECOMMANDE R.P. - REQUISITOIRE

Le/La soussigné(e) **E. HELPERS** (Greffier) agissant au nom de **M. le Greffier en chef (greffe civil) de la Cour d'appel de Bruxelles** requiert M. le Percepteur des postes à **BRUXELLES 37** de soumettre à la formalité de la recommandation d'office, l'envoi ci-joint adressé.

| Destinataire | Rue et numéro | Localité |
|--|--------------------------|----------------|
| Me. CORNU Emmanuel | Avenue Louise 149 Bte 20 | 1050 BRUXELLES |
| A Bruxelles, le 28 septembre 2015 (signature) | | |

Tel.: 02/508.66.46;

CCP : 679-2008774-01

Heures d'ouverture: de 08.30h à 12.30h et de 13.30h à 16.00h

Cour d'Appel - Greffe Civil
Palais de Justice - Place Poelaert
1000 BRUXELLES

D + A

AFFAIRE

Chambre : Neuvième Chambre
N° du rôle : 2011/AR/172
Audience : 18 septembre 2015
Titre : BLEUPLANET LLC/ORGANISATION B

ENVOI RECOMMANDE R.P. - REQUISITOIRE

Le/La soussigné(e) **E. HELPERS** (Greffier) agissant au nom de **M. le Greffier en chef (greffe civil) de la Cour d'appel de Bruxelles** requiert M. le Percepteur des postes à **BRUXELLES 37** de soumettre à la formalité de la recommandation d'office, l'envoi ci-joint adressé.

| Destinataire | Rue et numéro | Localité |
|--|--------------------------|----------------|
| Me. CORNU Emmanuel | Avenue Louise 149 Bte 20 | 1050 BRUXELLES |
| A Bruxelles , le 28 septembre 2015 (signature) | | |

Tel.: 02/508.66.46;

CCP : 679-2008774-01

Heures d'ouverture: de 08.30h à 12.30h et de 13.30h à 16.00h

Hof van Cassatie van België

Arrest

Nr. C.08.0541.F

BENELUX-ORGANISATIE VOOR DE INTELLECTUELE EIGENDOM,
voorheen Benelux-Bureau voor de Intellectuele Eigendom,

Mr Ludovic De Gryse, advocaat bij het Hof van Cassatie,

tegen

BLUEPLANET LLC, vennootschap naar Amerikaans recht,

Mr. Paul Alain Foiriers, advocaat bij het Hof van Cassatie.

I. RECHTSPLEGING VOOR HET HOF

Het cassatieberoep is gericht tegen een arrest, op 16 mei 2008 gewezen door het hof van beroep te Brussel.

Raadsheer Sylviane Velu heeft verslag uitgebracht.

Advocaat-generaal André Henkes heeft geconcludeerd.

II. FEITEN EN DE VOORAFGAANDE RECHTSPLEGING

Uit het bestreden arrest blijkt dat het Benelux-Merkenbureau, dat door de eiseres is opgevolgd, op 21 november 2005 definitief beslist heeft niet te willen ingaan op de aanvraag van de verweerster tot inschrijving van het woordteken "Aquaclean" ter aanduiding van waren van klasse 1 (mengsels, in de vorm van vloeistoffen of droge poeders, bestemd voor de biologische afbraak van organisch afval) wegens het beschrijvend karakter en het gebrek aan onderscheidend vermogen ervan.

Het arrest verklaart het beroep van de verweerster tegen die beslissing gegrond en beveelt de eiseres om de gevraagde inschrijving uit te voeren.

III. CASSATIEMIDDEL

De eiseres voert volgend middel aan.

Geschonden wettelijke bepalingen

- *artikel 149 van de Grondwet ;*
- *de artikelen 1319, 1320 en 1322 van het Burgerlijk Wetboek ;*
- *de artikelen 6bis, § 1, b) en c), 6ter en 8 van de eenvormige Beneluxwet op de merken, gevoegd bij het Benelux-Verdrag inzake de warenmerken, ondertekend te Brussel op 19 maart 1962 en goedgekeurd bij de wet van 30 juni 1969, zoals die artikelen zijn gewijzigd bij het Protocol van 11 december 2001, waarvan artikel 1, F, G, H en I, is goedgekeurd bij de wet van 24 december 2002;*
- *de artikelen 2.11.1, b) en c), 2.12 en 2.13 van het Benelux-Verdrag inzake de intellectuele eigendom (merken en tekeningen of modellen) van 25 februari 2005, in werking getreden op 1 september 2006 en goedgekeurd bij de wet van 22 maart 2006 ;*
- *artikel 3, lid 1, b) en c), van de eerste richtlijn 89/104/EEG van de Raad betreffende de aanpassing van het merkenrecht der Lidstaten ;*
- *de artikelen 10 (voorheen 5) en 249, derde lid, (voorheen 189, derde lid) van het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Gemeenschappen, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, gewijzigd bij het Verdrag van Maastricht van 7 februari 1992, waarvan de geconsolideerde versie is goedgekeurd bij de wet van 26 november 1992, zoals die versie is vastgelegd in het Verdrag van Amsterdam van 2 oktober 1997, goedgekeurd bij de wet van 10 augustus 1998, en gewijzigd door het Verdrag van Nice van 26 februari 2001, dat is goedgekeurd bij de wet van 7 juni 2002.*

Aangevochten beslissingen

Het bestreden arrest

- verklaart het beroep ontvankelijk en gegrond;
- beveelt het Benelux-Bureau voor de Intellectuele Eigendom om de internationale inschrijving 839737 van het woordteken "Aquaclean" ter aanduiding van waren van klasse 1 in het Benelux-merkenregister uit te voeren ;
- veroordeelt het Bureau in de kosten (...) en tot betaling, van een rechtsplegingsvergoeding aan de (verweerster) (...).

Die beslissingen berusten op de volgende redenen:

"13. Het teken 'Aquaclean', dat als woordteken is ingediend en waarvan de inschrijving als merk is aangevraagd voor de waren van klasse 1 - 'mengsels, in de vorm van vloeistoffen of droge poeders, bestemd voor de biologische afbraak van organisch afval', bestaat slechts uit twee woorden. Het bestaat uit de woorden 'aqua' en 'clean'. Het eerste woord, 'aqua', is een Latijns woord dat 'eau' / 'water' betekent ; het tweede woord 'clean', is een Engels woord dat 'propre' / 'zuiver' betekent;

14. De inschrijvende overheid heeft dat teken geweigerd op twee absolute weigeringsgronden, te weten, enerzijds, het ontbreken van onderscheidend vermogen, en, anderzijds, het beschrijvend karakter ervan, met name de aanduiding van de hoedanigheid en de bestemming van de waren waarop het teken betrekking heeft. Ze verwees naar artikel 6bis, lid 1, b) en c), van de eenvormige Beneluxwet op de merken, volgens hetwelk een merk geweigerd wordt wanneer het merk onderscheidend vermogen mist en het merk, naar haar oordeel, uitsluitend bestaat uit tekens die in de handel kunnen dienen tot aanduiding van hoedanigheid en bestemming van de betrokken waren;

15. De bepalingen van artikel 6 van die eenvormige wet stemmen overeen met die van artikel 2.11 van het Benelux-Verdrag inzake de intellectuele eigendom (merken en tekeningen of modellen) alsook met die van artikel 3 van de eerste richtlijn van de Raad van 21 december 1988 betreffende de aanpassing van het merkenrecht der Lidstaten (89/104/EEG) ; ze stemmen overeen met de bepalingen van artikel 7 van de verordening (EG) 40/94 inzake het gemeenschapsmerk. Ze moeten uitgelegd worden in het licht van de Europese communautaire rechtspraak over de draagwijdte van de bepalingen van de voormelde eerste richtlijn en van de voormelde verordening;

16. De inschrijvende overheid moet bij zijn onderzoek van het woordteken, met het oog op de inschrijving ervan als merk, inzonderheid met de volgende zaken rekening houden:

(i) het algemeen belang dat aan de basis ligt van elke absolute weigeringsgrond (H.v.J., 18 juni 2002, zaak C-299/99, Koninklijke Philips Electronics NV tegen Remington Consumer Products Ltd, nrs. 35 en 77 ; 6 mei 2003, zaak C-104/01, Libertel Groep BV tegen Benelux-Merkenbureau, nr. 51 ; 19 april 2007, zaak C-273/05, BHIM tegen Celltech R&D Ltd, nr. 74);

(ii) het feit dat elke grond tot weigering van inschrijving losstaat van de andere en een afzonderlijk onderzoek vereist (H.v.J., 16 september 2004, zaak C-329/02, Satellitenfernsehen GmbH tegen BHIM, nr. 25);

(iii) het feit dat zij globaal moet beoordelen in hoeverre het merk geschikt is om de waren (of diensten) waarvoor het is ingeschreven, als afkomstig van een bepaalde onderneming te identificeren en dus om deze waren (of diensten) van die van andere ondernemingen te onderscheiden (H.v.J., 22 juni 1999, zaak C-342/97, Lloyd Schuhfabrik Meyer & Co. GmbH tegen Klijsen Handel BV, nr. 22);

(iv) alle concrete feitelijke omstandigheden ten opzichte van de waren (H.v.J., 12 februari 2004, zaak C-363/99, Koninklijke KNP Nederland NV tegen Benelux-Merkenbureau, nrs. 29 tot 35 ; 15 februari 2007, zaak C-239/05, BHIM tegen Celltech R&D Ltd, nr. 31);

(v) het feit dat de inschrijving van een woordteken moet worden geweigerd indien het, op zijn minst in een van zijn potentiële betekenissen, een kenmerk van de betrokken waren (of diensten) aanduidt (H.v.J., 23 oktober 2003, zaak C-191/01, BHIM tegen Wm. Wrigley Jr Company, nr. 32 ; 12 februari 2004, zaak C-265/00, Campina Melkunie BV tegen Benelux-Merkenbureau, nr. 38);

(vi) de onmiddellijke en concrete perceptie door het relevante publiek, wanneer het geconfronteerd wordt met het teken in zijn geheel, en met name het concrete en rechtstreekse verband tussen de waren en het woordteken dat het relevante publiek meteen en zonder verder nadenken zal leggen (H.v.J., 12 februari 2004, zaak C-363/99, Koninklijke KPN Nederland NV tegen Benelux-Merkenbureau, nr. 34 ; 6 mei 2003, zaak C-104/01, Libertel Groep BV tegen Benelux-Merkenbureau, nr. 46 ; 16 september 2004, zaak C-329/02, Satellitenfernsehen GmbH tegen BHIM, nr. 24);

17. Het onderscheidend vermogen van het teken 'Aquaclean', dat wil zeggen de mate waarin het teken geschikt is om een onderscheid te maken al naargelang de waren afkomstig zijn van de onderneming (van de verweerster) dan wel van concurrerende ondernemingen, moet beoordeeld worden in het licht van de globale indruk die dat teken, voor die waren, op het relevante publiek maakt (zie ook nr. 27);

18. Aangezien het teken 'Aquaclean' geen teken is dat vereist is om er de betrokken waren of de kenmerken ervan mee aan te duiden in de Benelux-talen, maar een teken dat uit twee vreemde woorden bestaat (uit het Latijn en uit het Engels), kan het op zich bij het relevante publiek de perceptie van een teken wekken dat als onderscheidend teken wordt gebruikt;

19. Het feit dat het teken een samenvoeging is van twee woorden die, elk in hun gebruikelijke betekenis, in vergelijking met de betrokken waren alledaags zijn en dat het teken, in zijn geheel beschouwd, dus niet het resultaat is van een uitgesproken fantasie, sluit op zich niet uit dat het teken geschikt is om de waren te identificeren als zijnde afkomstig van een onderneming;

20. Het teken zou bijgevolg de functie van een merk kunnen vervullen, onder voorbehoud van het onderzoek van het beschrijvend karakter ervan;

21. De officiële of de gangbare taal van het relevante publiek, met name de normaal geïnformeerde en redelijk omzichtige en oplettende gemiddelde consument, is noch het Latijn noch het Engels. Indien echter redelijkerwijs ervan uitgegaan wordt dat het voormelde publiek de bestanddelen van het teken begrijpt als 'eau' / 'water' en 'propre' / 'zuiver', en dat teken zou vertalen als 'eaupropre' / 'waterzuiver', wettigt niets de vaststelling dat het relevante publiek het teken, dat het als 'eaupropre' / 'waterzuiver' zou vertalen, zal opvatten als de aanduiding van de hoedanigheid of de bestemming van de betrokken waren, namelijk mengsels, in de vorm van vloeistoffen of droge poeders, die bestemd zijn voor de biologische afbraak van organisch afval;

22. In de ogen van het relevante publiek bestaat er immers een merkbaar verschil tussen de formulering ('aquaclean' 'eaupropre' 'waterzuiver') en de terminologie ('aqua' 'clean' 'eau' 'propre' 'water' 'zuiver') ten opzichte van de betrokken waren, wat aan het teken een onderscheidend vermogen kan geven;

23. Het verschil tussen de formulering en de terminologie is met name het gevolg van de ongewone structuur van het teken, dat een Latijns en een Engels woord aaneenvoegt, de syntactische en semantische volgorde van de bestanddelen dooreen haalt (het teken en de letterlijke vertaling ervan naar het Nederlands plaatsen het adjectief na het substantief) en de bestanddelen zonder spatie naast elkaar plaatst;

24. Het relevante publiek zal het teken niet opvatten als de gebruikelijke manier van beschrijving van de betrokken waren. Het kan de waren van de deposant dus onderscheiden van die van de andere ondernemingen;

25. In tegenstelling tot wat [de eiseres] beweert, dient er niet verwezen te worden naar de vertaling 'clean water' die de deposant op het bewijs van inschrijving had ingevuld, aangezien die vertaling slechts een verplichte vermelding is die de deposant, volgens het administratief formulier, moet invullen en dus niets te maken heeft met de perceptie van het teken door het relevante publiek, zoals dat hierboven werd omschreven. Dat geldt ook voor de beschrijving die de deposant ervan gegeven heeft op zijn website, die, volgens de inschrijvende overheid, bevestigt dat het product 'Aquaclean' op basis van water is gemaakt en dat het ertoe strekt en de eigenschap bezit dat zij water zuivert op basis van bacteriën. Een teken kan ook verwijzend zijn zonder beschrijvend te zijn ;

26. Het feit dat, volgens de inschrijvende overheid, een zoektocht op het internet met de zoekmachine 'Google' tot de slotsom zou leiden dat het woord 'aquaclean' 'door verschillende ondernemingen gebruikt wordt om er schoonmaakproducten op basis van water mee aan te duiden die voor waterzuivering dienen', doet geen afbreuk aan de vaststelling dat, te dezen, de concrete perceptie die het relevante publiek heeft van de betrokken waren, met name mengsels, in de vorm van vloeistoffen of droge poeders, die bestemd zijn voor de biologische afbraak van organisch afval, niet de conclusie wettigt dat het teken 'Aquaclean' een of meerdere kenmerken van die waren aanduidt. De

inschrijvende overheid gaat immers uit van een onjuiste veronderstelling, namelijk dat het teken, in de ogen van het relevante publiek, de hoedanigheid of de bestemming van de waren beschrijft;

27. Het algemeen belang dat aan de basis ligt van de absolute grond tot weigering van een teken dat elk onderscheidend vermogen mist en dat vereist dat aan de consument of de eindverbruiker de identiteit van oorsprong van de gemerkte waar moet worden gewaarborgd, in dier voege dat hij deze waar zonder gevaar voor verwarring kan onderscheiden van waren van andere herkomst, is te dezen bijgevolg geëerbiedigd;

28. De inschrijving van een teken als merk is daarenboven niet afhankelijk van de vaststelling van een bepaald niveau van taalkundige of kunstzinnige creativiteit of verbeelding van de houder van het merk;

29. Het merk moet het relevante publiek alleen in staat kunnen stellen de oorsprong van de waren te herkennen en ze te onderscheiden van die van andere ondernemingen, wat te dezen het geval is;

30. Het teken informeert de consument noch rechtstreeks noch meteen over de hoedanigheid of de bestemming van de betrokken waren. De mogelijke verwijzing naar 'zuiver water' (of, in het Frans, naar 'eau propre') is op zich geen aanduiding van de kenmerken in de zin van de toepasselijke wetsbepalingen;

31. Uit het voorgaande volgt dat het teken 'Aquaclean' onderscheidend vermogen heeft en niet beschrijvend is;

32. Op de terechtzitting van 25 januari 2008 hebben de raadslieden van de partijen een rechtsplegingsvergoeding gevorderd van 1.200 euro, dat is het basisbedrag van de rechtsplegingsvergoeding voor vorderingen die betrekking hebben op niet in geld waardeerbare zaken, en dat overeenkomstig artikel 3 van het koninklijk besluit tot vaststelling van het tarief van de rechtsplegingsvergoeding bedoeld in artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 1 tot 13 van de wet van 21 april 2007 betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en de kosten verbonden aan de bijstand van de advocaat;

33. Wat de eiseres betreft, is die vordering gegrond”.

Grieven

(...)

Derde onderdeel

1. Bij de beoordeling van de absolute gronden tot weigering van inschrijving van een merk, die bepaald zijn in artikel 6bis, lid 1, b) (geen onderscheidend vermogen) en c) (beschrijvend merk, dat wil zeggen een merk dat uitsluitend bestaat uit tekens of benamingen die in de handel kunnen dienen tot aanduiding van de kenmerken van de betrokken waren), steunt het arrest op verschillende criteria die juridisch gezien onjuist zijn waardoor het niet naar recht verantwoord is.

2. Zo maakt het arrest, dat rekening houdt met “de onmiddellijke en concrete perceptie door het relevante publiek, wanneer het geconfronteerd wordt met het teken in zijn geheel, en met name (het) verband tussen de waren en het woordteken dat het relevante publiek meteen en zonder verder nadenken zal leggen”, hiervan ten onrechte een toepasselijk criterium en een noodzakelijke voorwaarde om daaruit te kunnen afleiden dat een van de voormelde absolute weigeringsgronden is vervuld.

Het arrest, dat dit onjuiste criterium op deze zaak toepast, beslist dat “het (litigieuze) teken de consument noch rechtstreeks noch meteen informeert over de hoedanigheid of de bestemming van de betrokken waren”.

Het arrest leidt daaruit af dat “het teken ‘Aquaclean’ onderscheidend vermogen heeft en niet beschrijvend is”.

3. Om te kunnen aannemen dat het teken onderscheidend vermogen mist in de zin van de voormelde wetsbepalingen, vereist het arrest eveneens ten onrechte dat het betrokken teken geen “teken is dat vereist is ter aanduiding van de betrokken waren of de kenmerken ervan” alsook dat “het relevante publiek het teken niet zal opvatten als de gebruikelijke manier van beschrijving van de betrokken waren”, waaruit het arrest afleidt dat het litigieuze teken dus de mogelijkheid biedt om de waren van de deposant te onderscheiden van de waren van de andere ondernemingen.

4. In tegenstelling tot de aldus door het arrest gestelde eisen, vereist de weigering van inschrijving wegens het gebrek aan “onderscheidend” vermogen of wegens het “beschrijvend” karakter van het betrokken teken, dat leidt tot een gebrek aan onderscheidend vermogen, in de zin van artikel 6bis, b) en c), van de eenvormige Beneluxwet (zoals gewijzigd bij het Protocol van 11 december 2001), van artikel 2.11.1, b) en c), van het Benelux-Verdrag inzake de intellectuele eigendom en artikel 3, lid 1, b) en c), van de richtlijn 89/104/EEG betreffende de aanpassing van het merkenrecht der Lidstaten, zoals die richtlijn is uitgelegd door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, niet dat het betrokken teken ten gevolge van de “onmiddellijke”, “rechtstreekse” en “concrete” perceptie door het relevante publiek, “zonder verder nadenken” “wordt erkend” als de “gebruikelijke” manier om de betrokken waren of een of meerdere kenmerken ervan te beschrijven of aan te duiden.

5. Volgens die bepalingen, zoals zij, wat de voormelde bepalingen van de richtlijn 89/104/EEG betreft, door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen zijn uitgelegd, is het voldoende dat het betrokken teken “kan dienen” - de wettelijke bepalingen hebben betrekking op de tekens “die kunnen dienen” - om de waren of een van de kenmerken ervan aan te duiden. Het betrokken teken hoeft geenszins “de enige mogelijke manier” van aanduiding van de waren of van een van de kenmerken ervan te zijn of daartoe “vereist” te zijn. Evenmin hoeft het teken “de gebruikelijke manier” van beschrijving van de betrokken waren te zijn. De weigeringsgrond die afgeleid is uit het “gebruikelijk” karakter van het betrokken teken in het normale taalgebruik is overigens vastgelegd in een bijzondere wetsbepaling, te weten artikel 6bis, lid 1, d), van de

eenvormige Beneluxwet (artikel 2.11.1, d), van het Benelux-Verdrag inzake de intellectuele eigendom.

Om te beoordelen of een merk onder de weigeringsgrond valt die bedoeld wordt in de voormelde artikelen 6bis, c), van de eenvormige Beneluxwet, 2.11.1, c), van het Verdrag en 3, lid 1, c), van de richtlijn 89/104/EEG, maakt het immers niet uit of er al dan niet synoniemen bestaan om dezelfde kenmerken van de betrokken waren te kunnen aanduiden.

6. Het arrest, dat gegrond is op de voormelde, onjuiste rechtsbeginselen of rechtscriteria die het toepast, miskent de voormelde precieze regels (nrs. 4 en 5), zoals zij met name voortvloeien uit de interpretatieve rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen en uit de rechtspraak van het Hof van Cassatie.

7. Aangezien het arrest de door de eiseres in conclusie aangevoerde regels miskent, schendt het alle sub nr. 4 vermelde wettelijke bepalingen, alsook de artikelen 8 van de eenvormige Beneluxwet (gewijzigd bij het Protocol van 11 december 2001) en 2.13 van het Verdrag, die de eerstgenoemde bepalingen toepasselijk maakt op internationale depots, en de artikelen 6ter van de eenvormige Beneluxwet (gewijzigd door het Protocol van 11 december 2001) en 2.12 van het Verdrag, die het appelgerecht verplichten om, op een beroep tegen een weigering tot inschrijving, de voormelde regels toe te passen.

8. Aangezien het arrest zijn nationale wet, te dezen de eenvormige Beneluxwet, niet uitlegt overeenkomstig de richtlijn 89/104/EEG, schendt het daarenboven de voormelde bepalingen van het Verdrag, die de nationale rechter verplichten zijn nationale recht zoveel mogelijk toe te passen conform de bepalingen van een Europese richtlijn, in overeenstemming met de uitlegging die het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen eraan gegeven heeft.

(...)

IV. BESLISSING VAN HET HOF

Beoordeling

Derde onderdeel

Krachtens artikel 6bis, lid 1, b) en c), van de eenvormige Beneluxwet op de merken, zoals het te dezen van toepassing is, weigert het Benelux-Bureau een merk in te schrijven indien, naar zijn oordeel, het merk elk onderscheidend vermogen mist of uitsluitend bestaat uit tekens of benamingen die in de handel kunnen dienen tot aanduiding van soort, hoedanigheid, hoeveelheid, bestemming,

waarde, plaats van herkomst, tijdstip van vervaardiging of andere kenmerken van de waren.

Die bepaling moet worden uitgelegd en toegepast overeenkomstig artikel 3, lid 1, b) en c), van de eerste richtlijn 89/104/EEG van 21 december 1988 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de aanpassing van het merkenrecht der Lidstaten.

Elk van de in die bepaling vermelde weigeringsgronden staat los van de andere en vereist een afzonderlijk onderzoek, maar er bestaat een duidelijke overlapping van de respectieve werkingssferen ervan.

Een woordteken dat de kenmerken van waren of diensten beschrijft in de zin van artikel 3, lid 1, c), van de richtlijn, mist met name hierdoor noodzakelijkerwijs elk onderscheidend vermogen ten opzichte van diezelfde waren of diensten in de zin van artikel 3, lid 1, b) (arresten van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen van 12 februari 2004, *Campina Melkunie BV tegen Benelux-Merkenbureau*, C-265/00, punt 18, en *Koninklijke KPN Nederland NV tegen Benelux-Merkenbureau*, C-363/99, punten 67 en 85).

Eenzijds heeft het Hof van Justitie, in zijn voormelde arresten van 12 februari 2004, *Campina Melkunie BV* (punt 38) en *Koninklijke KPN Nederland NV* (punt 97), beslist dat het, om de inschrijving van een merk te weigeren wegens zijn beschrijvend karakter, niet noodzakelijk is dat de in artikel 3, lid 1, c), van de richtlijn bedoelde tekens of benamingen waaruit het merk bestaat, op het moment van de inschrijvingsaanvraag daadwerkelijk worden gebruikt voor de beschrijving van waren of diensten zoals die waarvoor de aanvraag wordt ingediend, of van de kenmerken van deze waren of deze diensten. Zoals uit de formulering van deze bepaling blijkt, is het voldoende dat deze tekens en benamingen hiertoe kunnen dienen. De inschrijving van een woordteken als merk moet dan ook op grond van deze bepaling worden geweigerd indien het in minstens één van de potentiële betekenissen een kenmerk van de betrokken waren of diensten aanduidt (zie, in die zin, ook het arrest van het Hof van Justitie van 23 oktober 2003, *BHIM tegen Wrigley*, C-191/01 P, punt 32, met betrekking tot de toepassing van artikel 7, § 1, c), van de verordening (EG) nr. 40/94 van de Raad van 20 december 1993 inzake het gemeenschapsmerk).

Het Hof van Justitie preciseert dat de bevoegde overheid, krachtens artikel 3, lid 1, c), van de richtlijn, moet beoordelen of een merk waarvan de inschrijving is aangevraagd, in de opvatting van de betrokken kringen, thans kenmerken van de betrokken waren of diensten beschrijft, dan wel dit in de toekomst redelijkerwijs te verwachten is, en dat het irrelevant is dat er andere tekens of benamingen bestaan die gebruikelijker zijn dan die waaruit het merk bestaat, om dezelfde kenmerken van de in de inschrijvingsaanvraag vermelde waren of diensten aan te duiden, daar artikel 3, lid 1, c), niet vereist dat de daarin bedoelde tekens of benamingen de enige mogelijke manier van aanduiding van deze kenmerken zijn (voormeld arrest Koninklijke KPN Nederland, punten 56 en 57).

Anderzijds beslist het Hof van Justitie in zijn voormeld arrest van 12 februari 2004, Koninklijke KPN Nederland NV (punt 100), dat “een merk bestaande uit een woord waarvan elk bestanddeel beschrijvend is voor kenmerken van de waren of diensten waarvoor de inschrijving is aangevraagd, zelf ook beschrijvend is voor deze kenmerken in de zin van artikel 3, lid 1, sub c), van de richtlijn, tenzij het woord merkbaar verschilt van de loutere som van zijn bestanddelen. Daarvoor moet het woord ofwel door de voor deze waren of diensten ongebruikelijke combinatie een indruk wekken die ver genoeg verwijderd is van de indruk die uitgaat van de eenvoudige aaneenvoeging van de door de bestanddelen gegeven aanwijzingen, zodat dit woord meer is dan de som van zijn bestanddelen, ofwel moet het woord zijn gaan behoren tot het normale spraakgebruik en aldaar een eigen betekenis hebben gekregen, zodat het voortaan losstaat van zijn bestanddelen” (zie, in die zin, ook het voormelde arrest van het Hof van Justitie van 12 februari 2004, Campina Melkunie BV, punt 41).

Het bestreden arrest beslist dat het teken “Aquaclean” niet beschrijvend is en onderscheidend vermogen heeft, op grond dat het “geen teken is dat vereist is om er de betrokken waren of de kenmerken ervan mee aan te duiden in de Benelux-talen”, dat “niets de vaststelling wettigt dat het relevante publiek het teken, dat het als ‘eaupropre’ / ‘waterzuiver’ zou vertalen, zal opvatten als de aanduiding van de hoedanigheid of de bestemming van de betrokken waren, namelijk mengsels, in de vorm van vloeistoffen of droge poeders, die bestemd zijn voor de biologische afbraak van organisch afval, (dat) er in de ogen van het relevante publiek immers een merkbaar verschil is tussen de formulering (‘aquaclean’ ‘eaupropre’

‘waterzuiver’) en de terminologie (‘aqua’ ‘clean’ ‘eau’ ‘propre’ ‘water’ ‘zuiver’) ten opzichte van de betrokken waren", dat dit verschil "met name het gevolg is van de ongewone structuur van het teken, dat een Latijns en een Engels woord aaneenvoegt, de syntactische en semantische volgorde van de bestanddelen dooreen haalt (het teken en de letterlijke vertaling ervan naar het Nederlands plaatsen het adjectief na het substantief) en de bestanddelen zonder spatie naast elkaar plaatst", dat "het relevante publiek het teken niet zal opvatten als de gebruikelijke manier van beschrijving van de betrokken waren", dat "een teken ook verwijzend kan zijn zonder beschrijvend te zijn" en dat "het teken de consument noch rechtstreeks noch meteen informeert over de hoedanigheid of de bestemming van de betrokken waren".

Uit die vaststellingen blijkt dat het hof van beroep, dat uit het ongebruikelijk karakter van de structuur van het teken "Aquaclean" een merkbaar verschil tussen dat teken en de som van de bestanddelen ervan afleidt, niet heeft vastgesteld dat het woord, door dat karakter, een totaalindruk wekte die voldoende afweek van de indruk die wordt gewekt door de gewone samenvoeging van hetgeen wordt aangeduid door de bestanddelen ervan, zodat het meer is dan de som van de bestanddelen en dat het hof, aangezien het slechts verwijst naar het ongebruikelijk gebruik dat van het teken wordt of zal worden gemaakt, niet alle mogelijke betekenissen heeft onderzocht.

Het arrest verantwoordt bijgevolg niet naar recht zijn beslissing om de eiseres te bevelen de inschrijving van het merk "Aquaclean" uit te voeren.

Het onderdeel is gegrond.

De andere grieven

Er bestaat geen grond tot onderzoek van de andere onderdelen van het middel, die niet kunnen leiden tot ruimere cassatie.

Dictum

Het Hof,

Vernietigt het bestreden arrest, in zoverre het beroep ontvankelijk verklaart.

Beveelt dat van dit arrest melding zal worden gemaakt op de kant van het gedeeltelijk vernietigde arrest.

Houdt de kosten aan en laat de beslissing daaromtrent aan de feitenrechter over.

Verwijst de aldus beperkte zaak naar het anders samengestelde hof van beroep te Brussel.

Aldus geoordeeld door het Hof van Cassatie, eerste kamer, te Brussel, door afdelingsvoorzitter Paul Mathieu, de raadsheren Didier Batselé, Albert Fettweis, Sylviane Velu en Martine Regout en in openbare terechtzitting van 21 oktober 2010 uitgesproken door afdelingsvoorzitter Paul Mathieu, in aanwezigheid van advocaat-generaal André Henkes, met bijstand van griffier Patricia De Wadripont.

Vertaling opgemaakt onder toezicht van raadsheer Geert Jocqué en overgeschreven met assistentie van griffier Johan Pafenols.

De griffier,

De raadsheer,

**La COUR D'APPEL DE BRUXELLES,
Chambre 18,**

N°: 503

N°Rép.: 2008/313

16 -05- 2008

chambre 18

**ARRET
DEFINITIF**

après délibéré, prononce l'arrêt suivant :

R.G. N° 2006/AR/194

EN CAUSE DE :

BLUEPLANET, LLC, société de droit américain constituée selon les lois de l'état du Delaware (U.S.A.), dont le siège est établi 10, Charlotte Place, Englewood Cliffs, NJ 07632, Etats-Unis d'Amérique

Partie requérante,

assistée et représentée par Maître Emmanuel CORNU et Maître Françoise Jacques de Dixmude, avocats à 1050 BRUXELLES, avenue Louise, 149 boîte 20,

CONTRE :

L'Office Benelux de la Propriété Intellectuelle, (marques et dessins ou modèles), Service Commun aux pays du Benelux, institué par la Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (marques et dessins ou modèles), ayant la personnalité juridique de droit international en vertu de l'article 1.4 de la Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (ci-après dénommé **l'OBPI**), représentée par le Directeur général de l'Office, dont le siège est établi aux Pays-Bas à 2591 XR La Haye, Bordewijklaan 15,

Partie adverse,

assistée et représentée par Me EYERS Céline (BRUXELLES) loco Maîtres Ludovic DE GRUYSE, avocat à la Cour de Cassation et Brigitte DAUWE, avocat à 1000 BRUXELLES, Central Plaza, rue de Loxum 25.

La procédure devant la cour

1. Par requête déposée au greffe de la cour le 23 janvier 2006, la requérante a introduit un recours sur la base de l'article 6ter de la Loi Uniforme Benelux sur les marques contre la « *décision (...) du 21 novembre 2005 du Bureau Benelux des Marques (...) de refuser l'enregistrement au Benelux de son dépôt de la marque verbale « AQUACLEAN » (...)* ». Ce recours tend à « *ordonner le Bureau Benelux des Marques de procéder à l'enregistrement au Benelux de l'enregistrement international n° 839 737 de la marque verbale « AQUACLEAN » pour désigner des produits de la classe 1* » et à la condamnation du BBM aux dépens.

2. Depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2006 de la *Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (marques et dessins ou modèles)*, faite à La Haye le 25 février 2005, le BBM est devenu l'OFFICE BENELUX DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE (MARQUES ET DESSINS OU MODELES) (OBPI). L'OBPI est l'ayant cause du BBM et a succédé à toutes les obligations de celui-ci.

3. L'OBPI conclut au non-fondement du recours et à la confirmation de sa décision de refus d'enregistrement du signe verbal AQUACLEAN. Il poursuit la condamnation de la requérante à l'indemnité de procédure.

4. Les conseils des parties ont été entendus et l'affaire a été prise en délibéré à l'audience du 25 janvier 2008.

5. La procédure s'est déroulée en langue française conformément à la loi du 15 juin 1935 « *sur l'emploi des langues en matière judiciaire* ».

La recevabilité du recours

6. Le recours contre la décision de refus définitif du 21 novembre 2005 ayant été formé par une requête déposée au greffe de la Cour d'appel de Bruxelles en date du 23 janvier 2006, soit dans le délai de deux mois à partir de la première date, ce recours est recevable conformément à l'article 6ter – 1. de La Loi Uniforme Benelux sur les marques (LUBM).

La procédure devant le BUREAU BENELUX DES MARQUES (actuellement l'OFFICE BENELUX DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE)

7. Suite à la demande d'enregistrement international comme marque du signe verbal AQUACLEAN dans la classe 1, le BUREAU BENELUX DES MARQUES (BBM) a communiqué à l'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE (OMPI), par sa lettre du 17 mars 2005, son avis de refus provisoire selon l'article 5 de l'Arrangement de Madrid pour les motifs suivants : « *Le signe AQUACLEAN anglais pour l'eau propre peut servir à désigner, dans le commerce, la qualité ou la*

destination des produits repris en classe 1. Le signe est dès lors dépourvu de tout caractère distinctif (article 6bis, par. 1^{er}, sous b. et c. de la Loi Uniforme Benelux sur les marques, en annexe) ».

8. Par lettre du 26 août 2005, le mandataire du déposant, la SA OFFICE VAN MALDEREN, a contesté les motifs de refus avancés, en arguant que le mot « *aquaclean* » n'existe pas en anglais et qu'il ne sera jamais utilisé dans la langue anglaise. Il s'agit donc, selon le mandataire, d'un nom de fantaisie qui a un caractère inhabituel d'ordre syntaxique et linguistique. Il ajoute que le langage dans le commerce ne se sert, à des fins descriptives, que d'une langue à la fois et ne mélangera jamais deux langues dans un but exclusivement descriptif, de sorte que l'intérêt général n'exige pas que le mot fantaisiste « *aquaclean* » ne soit pas protégé en tant que marque pour les produits repris en classe 1. Il termine en disant qu'une recherche sur internet prouve que le mot « *aquaclean* » ne sera jamais être utilisé en anglais à des fins descriptives pour des produits ou des caractéristiques de ces produits tels que ceux pour lesquels la demande est présentée. Le signe « *AQUACLEAN* » n'est pas, selon lui, descriptif et il possède le pouvoir distinctif requis.

9. Par lettre du 16 septembre 2005, le mandataire du déposant a communiqué à l'autorité d'enregistrement, en vue de compléter son argumentation exposée dans sa lettre du 26 août 2005, les résultats d'une analyse faite par une linguiste de la langue anglaise, laquelle conduit à la conclusion que « *aquaclean* » est un signe qui ne comporte pas d'indication sur la destination du produit. Il en serait autrement si le signe était « *cleaning-aqua* ».

10. Par sa lettre du 16 septembre 2005, l'autorité d'enregistrement a répondu à la lettre précitée du mandataire du 26 août 2005, en maintenant sa position selon laquelle le signe « *AQUACLEAN* » est dépourvu de tout caractère distinctif pour les produits mentionnés en classe 1, puisque le signe peut servir à désigner, dans le commerce, la qualité ou la destination de ces produits : le but étant d'obtenir de l'eau propre. Le signe est, selon l'autorité, composé exclusivement du substantif *aqua* et de l'adjectif *clean* (anglais/néerlandais pour eau et propre).

11. Par lettre du 21 novembre 2005 l'autorité a communiqué au mandataire du déposant sa décision de refus définitif.

12. Cette lettre a été reçue par le mandataire le 24 novembre 2005.

Appréciation par la cour

13. Le signe « *AQUACLEAN* » déposé comme marque verbale, dont l'enregistrement comme marque a été demandé pour les produits de la classe 1 - « *mélanges, sous forme liquide ou de poudre sèche, destinés à la biodégradation de déchets organiques* », est composé exclusivement

de deux mots. Il est composé des mots « AQUA » et « CLEAN ». Le premier mot « AQUA » est le mot d'origine latine pour « eau »/ « water » ; le deuxième mot « CLEAN » est le mot d'origine anglaise pour « propre »/ « zuiver ».

14. L'autorité d'enregistrement a refusé ce signe, se basant sur deux motifs absolus de refus, à savoir, d'une part, l'absence de pouvoir distinctif et, d'autre part, le caractère descriptif, notamment la désignation de la qualité et de la destination des produits concernés par le signe. Elle s'est référée à l'article 6bis, 1, b et c, LUBM, selon lequel l'enregistrement d'une marque est refusé lorsque l'autorité considère que la marque est dépourvue de caractère distinctif et lorsqu'elle considère que la marque est composée exclusivement de signes pouvant servir, dans le commerce, pour désigner la qualité et la destination des produits concernés.

15. Les prescrits de l'article 6 LUBM correspondent aux dispositions de l'article 2.11 de la *Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles* ainsi qu'aux dispositions de l'article 3 de la *Première Directive du Conseil du 21 décembre 1988 rapprochant les législations des Etats membres sur les marques (89/104/CEE)* ; ils correspondent aux prescrits de l'article 7 du *Règlement (CE) n^o 40/94 du Conseil du 20 décembre 1993 sur la marque communautaire*. Ils doivent être interprétés à la lumière de la jurisprudence communautaire européenne sur la portée des dispositions de la Première Directive et du Règlement précités.

16. L'autorité d'enregistrement doit notamment, lors de son examen d'un signe verbal en vue de l'enregistrement comme marque, tenir compte :

- (i) de l'intérêt général sous-jacent à chacun des motifs de refus absolu (CJCE, arrêt du 18 juin 2002 dans l'affaire C-299/99 *Koninklijke Philips Electronics NV contre Remington Consumer Products Ltd*, n^o 35 et 77 ; CJCE, arrêt du 6 mai 2003 dans l'affaire C-104/01 *Libertel Groep BV contre Benelux-Merkenbureau*, n^o 51 ; CJCE, arrêt du 19 avril 2007 dans l'affaire C-273/05 P *OHMI contre Celltech R&D Ltd*, n^o 74 ;
- (ii) de ce que chacun des motifs de refus d'enregistrement est indépendant des autres et exige un examen séparé (CJCE, arrêt du 16 septembre 2004 dans l'affaire C-329/02 P *SAT.1 Satellitenfernsehen GmbH contre OHMI*, n^o 25) ;
- (iii) de ce qu'elle doit apprécier globalement l'aptitude plus ou moins grande de la marque à identifier les produits (ou services) pour lesquels elle a été enregistrée comme provenant d'une entreprise déterminée et donc à distinguer ces produits (ou services) de ceux d'autres entreprises (CJCE, arrêt du 22 juin 1999 dans l'affaire C-342/97 *Lloyd Schuhfabrik Meyer & Co. GmbH contre Klijsen Handel BV*, n^o 22) ;
- (iv) de toutes les circonstances de fait *in concreto* par rapport aux produits (CJCE, arrêt du 12 février 2004 dans l'affaire C-363/99 *Koninklijke KNP Nederland NV contre Benelux-Merkenbureau*, n^os 29 à

35 ; CJCE, arrêt du 15 février 2007 dans l'affaire C-239/05 OHMI contre Celltech R&D Ltd, n° 31) ;

(v) de ce qu'un signe verbal doit se voir opposer un refus d'enregistrement, si, en au moins une de ses significations potentielles, il désigne une caractéristique des produits (ou services) concernés (CJCE, arrêt du 23 octobre 2003 dans l'affaire C-191/01 P OHMI contre Wm. Wrigley Jr. Company, n° 32 ; CJCE, arrêt du 12 février 2004 dans l'affaire C-265/00 Campina Melkunie BV contre Benelux-Merkenbureau, n° 38) ;

(vi) de la perception immédiate et concrète par le public pertinent lorsque celui-ci est confronté au signe dans son ensemble et notamment du rapport concret et direct entre les produits et le signe verbal que le public pertinent établira immédiatement et sans autre réflexion (CJCE, arrêt du 12 février 2004 dans l'affaire C-363/99 Koninklijke KPN Nederland NV contre Benelux-Merkenbureau, n° 34 ; CJCE, arrêt du 6 mai 2003 dans l'affaire C-104/01 Libertel Groep BV contre Benelux-Merkenbureau, n° 46 ; CJCE, arrêt du 16 septembre 2004 dans l'affaire C-329/02 P SAT.1 Satellitenfernsehen GmbH contre OHMI, n° 24 ;

17. Le pouvoir distinctif du signe « *AQUACLEAN* », c'est-à-dire son aptitude à distinguer les produits concernés comme provenant de l'entreprise de la requérante de ceux des entreprises concurrentes, doit être apprécié par rapport à l'impression globale que ce signe fait sur le public pertinent pour ces produits (voir également le n° 27).

18. Le signe « *AQUACLEAN* » n'étant pas un signe qui s'impose pour désigner les produits concernés ou leur(s) caractéristique(s) dans les langues du Benelux mais bien un signe composé de deux mots de langue étrangère (le latin et l'anglais), il peut en soi susciter auprès du public concerné la perception d'un signe utilisé comme signe distinctif.

19. Le fait que le signe est la réunion de deux mots dont chacun dans sa signification usuelle présente un caractère banal par rapport aux produits en cause et que le signe pris globalement n'est donc pas le résultat d'une recherche de fantaisie poussée, ne prive pas en soi le signe de toute aptitude à distinguer les produits comme provenant d'une entreprise.

20. Le signe pourrait dès lors remplir la fonction d'une marque, sous réserve de l'examen de son caractère descriptif.

21. Bien que la langue officielle ou usuelle du public pertinent, à savoir le consommateur moyen du Benelux normalement informé et raisonnablement attentif et avisé, ne soit ni le latin ni l'anglais, mais en supposant raisonnablement que ce public comprenne les éléments composants le signe comme « *eau* »/ « *water* » et « *propre* »/ « *zuiver* », rien ne permet de constater que ce public pertinent percevra le signe, qu'il traduirait par « *eaupropre* »/ « *waterzuiver* », comme désignant la qualité ou la destination des produits concernés, à savoir des mélanges, sous forme liquide ou de poudre sèche, destinés à la biodégradation de déchets organiques.

22. En effet, il y a pour le public pertinent un écart perceptible entre la formulation (« AQUACLEAN » « EAUPROPRE » « WATERZUIVER ») et la terminologie (« AQUA » « CLEAN » « EAU » « PROPRE » « WATER » « ZUIVER ») par rapport aux produits concernés, propre à conférer au signe un caractère distinctif.

23. L'écart entre la formulation et la terminologie résulte notamment du caractère inhabituel de la structure du signe, qui associe latin et anglais, qui place les composants dans un désordre syntaxique et linguistique (le signe ainsi que sa traduction littérale en néerlandais mettent l'adjectif après le substantif) et qui fait suivre les composants sans espace entre-eux.

24. Le public pertinent ne percevra pas le signe comme une manière usuelle de décrire les produits concernés. Il est donc apte à distinguer les produits du déposant des produits des autres entreprises.

25. Il n'importe pas, contrairement à ce que prétend l'OBPI, de se référer à la traduction « *clean water* » par le déposant sur le certificat d'enregistrement, puisque cette traduction n'est qu'une mention obligatoire selon le formulaire administratif à remplir par le déposant et elle n'a donc rien à voir avec la perception du signe par le public pertinent telle que celle-ci a été décrite ci-dessus. Il en va de même de la description donnée par le déposant sur son site internet, laquelle confirmerait, selon l'autorité d'enregistrement, que le produit « AQUACLEAN » est constitué à base d'eau, et qu'elle a pour destination et pour caractéristique l'assainissement de surfaces d'eau ou moyen d'un ensemble de bactéries. Un signe peut être évocateur sans être descriptif.

26. Le fait que, selon l'autorité d'enregistrement, une recherche sur l'internet avec le moteur Google conduirait à la conclusion que le terme « *aquaclean* » est utilisé « *par de nombreuses entreprises pour désigner des produits de nettoyage étant composés d'une base aqueuse, ayant pour destination l'assainissement de l'eau* » ne change rien au constat dans le cas d'espèce que la perception concrète du public pertinent par rapport aux produits concernés, à savoir des mélanges, sous forme liquide ou de poudre sèche, destinés à la biodégradation de déchets organiques, ne conduit pas à la conclusion que le signe « AQUACLEAN » désigne une ou plusieurs caractéristiques de ces produits. En effet, l'autorité d'enregistrement part d'une prémisse erronée, à savoir que le public pertinent perçoit le signe comme étant descriptif de la qualité ou de la destination des produits.

27. Il s'ensuit que l'intérêt général sous-jacent du motif absolu de refus pour un signe qui n'a pas de pouvoir distinctif, et qui exige que soit garantie au consommateur l'identité d'origine du produit désigné par la marque, en lui permettant de distinguer sans confusion possible ce produit de ceux qui ont une autre provenance, est respecté dans le cas d'espèce.

28. Il faut ajouter que l'enregistrement d'un signe en tant que marque n'est pas subordonné au constat d'un certain niveau de créativité ou d'imagination linguistique ou artistique de la part du titulaire de la marque.

29. Il suffit que la marque permette au public pertinent d'identifier l'origine des produits et de les distinguer de ceux d'autres entreprises, ce qui est le cas en l'espèce.

30. Le signe n'informe pas directement et immédiatement le consommateur de la qualité ou de la destination des produits concernés. La simple évocation éventuelle d'« eau propre » (ou, en néerlandais, de « *zuiver water* ») n'implique pas la désignation des caractéristiques au sens des dispositions légales applicables.

31. Il résulte de ce qui précède que le signe AQUACLEAN est distinctif, et qu'il n'est pas descriptif.

32. A l'audience du 25 janvier 2008, les conseils des parties ont demandé une indemnité de procédure de 1.200 euros, soit le montant de base de l'indemnité de procédure pour les actions portant sur des affaires non évaluables en argent, et ceci conformément à l'article 3 de l'arrêté royal « *fixant le tarif des indemnités de procédures visées à l'article 1022 du Code judiciaire et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1^{er} à 13 de la loi du 21 avril 2007 relative à la répétibilité des honoraires et des frais d'avocat* ».

33. Cette demande est justifiée, en ce qui concerne la demanderesse.

**PAR CES MOTIFS,
LA COUR,**

Statuant contradictoirement,

Vu l'article 24 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire;

Dit le recours recevable et fondé.

Ordonne l'OBPI de procéder à l'enregistrement dans le registre des marques Benelux de l'enregistrement international n° 839 737 de la marque verbale « *AQUACLEAN* » pour désigner des produits de la classe 1.

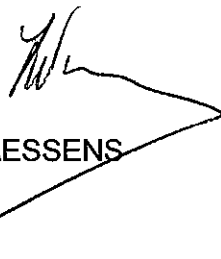
Condamne l'OBPI aux dépens, taxés à € 186 pour la mise au rôle de la requête.

Condamne l'OBPI au paiement à la requérante d'une indemnité de procédure de € 1.200.

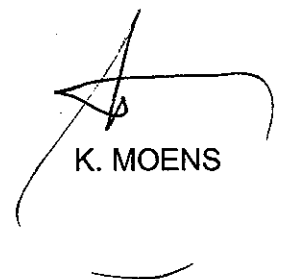
Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique civile de la **chambre 18** de la Cour d'appel de Bruxelles le **16 mai 2008**

Où étaient présents :

Monsieur P. BLONDEEL, Président
Madame C. SCHURMANS, Conseiller
Monsieur K. MOENS, Conseiller
Madame L. NAESSENS, Greffier adjoint principal



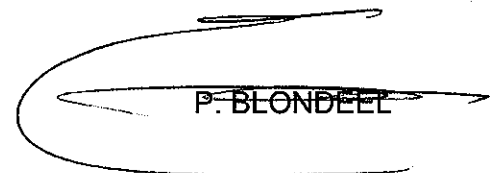
L. NAESSENS



K. MOENS



C. SCHURMANS



P. BLONDEEL